

"Economie et Nutrition"

I/"Les différents facteurs de la nutrition humaine sur  
les plans individuels et collectifs"

II/Déséquilibres de la croissance et niveau alimentaire:  
possibilités et limites d'intervention de l'économiste."

Guy ROCHETEAU  
ORSTOM/Dakar  
février 1972

.../Faculté de médecine  
et de Pharmacie, Dakar

ORSTOM Fonds Documentaire

N° : 28225

Cote : B

CERTIFICAT DE NUTRITION AFRICAINE

Cours du 7 décembre 1971

" Les différents facteurs de la nutrition humaine sur les plans individuels et collectifs ".

Le fait que l'amélioration d'une situation alimentaire donnée passe, pour partie, par une transformation des conditions économiques et sociales des individus concernés relève du simple bon sens. C'est sur la nature de cette liaison entre situation économique et situation alimentaire que nous allons nous interroger.

Je crois que ce problème peut être abordé sur deux plans différents :

En premier lieu, je vous proposerai de procéder à l'examen des facteurs qui conditionnent l'état de nutrition dans une société donnée, à un moment donné.

En deuxième lieu, nous examinerons les facteurs qui conditionnent l'offre de produits alimentaires. En effet, avant d'être en mesure de consommer les produits alimentaires nécessaires à la subsistance de ses membres, il faut d'abord qu'une société se trouve en mesure de les produire ou de les procurer.

I - Les facteurs qui conditionnent la consommation alimentaire.

A nouveau ici, il est nécessaire d'aborder les choses de plusieurs côtés :

Il me paraît en effet que la nutrition humaine peut-être examinée à trois points de vue :

i) en premier lieu, on peut la considérer comme un fait culturel, un comportement social. A ce titre, elle est inséparable des autres comportements sociaux, et elle se présente comme un élément du mode de vie.

ii) en deuxième lieu, on peut la considérer comme un besoin humain, dont la satisfaction entrera en concurrence avec les autres besoins humains. A ce titre, elle est un élément de ce qu'il est convenu d'appeler le " niveau de vie ".

iii) en troisième lieu, on peut la considérer comme la finalité de l'activité productrice des hommes. A ce titre, elle se présente comme un élément d'un système économique.

i) La nutrition humaine considérée comme un élément du mode de vie.

Le choix des aliments effectivement consommés, à l'intérieur d'un registre de possibilités, ainsi que la façon de les préparer peuvent varier de façon importante entre des populations situées par ailleurs dans des conditions identiques. Les habitudes alimentaires correspondent à des choix culturels, dont l'historien et le sociologue ont parfois du mal à rendre compte, et que les intéressés n'acceptent pas aisément de modifier. L'idée à retenir est celle d'un conservatisme certain dans les habitudes alimentaires, conservatisme qui transparait le plus nettement dans le respect d'un certain nombre de rites et d'interdits alimentaires.

Il faut tenir compte également des " habitudes " concernant le nombre des repas, le moment de la journée où ils ont lieu, ainsi que la distribution des aliments à l'intérieur de l'unité de consommation.

Au sein d'une même société, les comportements alimentaires varient avec le statut social et économique des intéressés. Ainsi dans une étude conduite dans l'Ouest Budama (Est de l'Uganda), Anne Sharman a excellemment montré que les modèles de consommation sont très étroitement liés aux types d'activités accomplis par les individus. Elle montre en particulier que le mode d'alimentation <sup>dépend</sup> /fortement du temps que les individus peuvent passer à la recherche des aliments et à la préparation des repas, temps nécessairement pris sur le temps de travail productif.

ii) La nutrition humaine considérée comme un besoin, donc comme un élément du niveau de vie.

La nutrition, quel que soit le niveau de vie des individus concernés, entre toujours dans une plus ou moins large mesure en concurrence avec d'autres besoins, jugés également urgents : par exemple l'habillement, le logement, les disponibilités en combustibles ou les médicaments.

Le premier paramètre important est, dans ce domaine, la " propension à la consommation alimentaire ". En économie de subsistance, elle mesure la proportion de temps consacrée à la satisfaction des besoins alimentaires. En économie monétaire, elle mesure la proportion du revenu consacrée aux dépenses alimentaires.

D'une façon générale, les besoins alimentaires étant considérés comme les plus urgents, la propension à la consommation alimentaire est d'autant plus forte que le revenu monétaire ou le niveau de la production sont plus bas. Néanmoins, ce serait une erreur de penser que dans les communautés à très bas niveaux de vie, où les <sup>besoins</sup> alimentaires paraissent insuffisamment couverts, un accroissement du niveau de vie soit entièrement consacré à une amélioration

de l'alimentation. A l'opposé, on constate que même pour les communautés à hauts niveaux de vie, une augmentation du revenu se traduit toujours par une certaine " amélioration " (en quantité ou en qualité) de la consommation alimentaire.

L'accroissement relatif de la consommation alimentaire en fonction du niveau de vie est exprimée par un indicateur important : l'élasticité de la consommation alimentaire par rapport au revenu (par exemple une élasticité de 0,8 signifie qu'une augmentation de 1°/° du niveau de vie, dans une population donnée, s'accompagne d'une augmentation de 0,8°/° de la consommation alimentaire).

Ici, il convient d'insister sur le fait que le niveau des revenus n'est pas le seul déterminant de l'élasticité de la consommation alimentaire.

C'est ainsi que, dans la plupart des cas, les communautés urbaines ont une élasticité de la consommation alimentaire plus forte que les communautés rurales : cela signifie que des individus vivant dans les villes consacreront une plus grande partie d'un éventuel accroissement de revenu à une amélioration de leur ration alimentaire que des individus ayant un même niveau de vie mais vivant à la campagne. En effet, <sup>on constate</sup> que les habitants des villes ont une tendance à imiter les modèles de consommation des catégories sociales situées le plus haut dans la hiérarchie économique. La compréhension des modèles alimentaires, tout particulièrement en milieu urbain, implique ainsi que l'on tienne compte de facteurs psycho-sociaux, dont les effets interfèrent avec ceux qui relèvent du seul niveau des revenus.

Cependant on constate souvent, en milieu urbain, que les familles les plus pauvres, par imitation du comportement des familles plus riches, ont une propension de plus en plus forte à consommer des produits alimentaires importés, qui, à valeur nutritive égale, sont souvent plus chers que <sup>les</sup> aliments produits localement. La plus forte élasticité à la consommation alimentaire des familles urbaines ne correspond donc pas nécessairement à une amélioration de la ration alimentaire par rapport aux familles rurales.

Dans tous ces domaines, on ne saurait trop se prémunir contre les généralisations abusives. C'est ainsi, par exemple, que des études de budgets familiaux réalisées au début des années 60 dans des groupes salariés à Abidjan et à Mbale (Afrique de l'Est) ont montré que des travailleurs ayant des niveaux de vie équivalents présentaient, dans l'un et l'autre cas, des élasticités à la consommation alimentaire fort différentes - différences dont seule la psychologie sociale paraît être en mesure de rendre compte.

iii) La consommation considérée comme un élément du système économique dont elle représente la finalité.

C'est une banalité de rappeler que les individus ou les groupes accèdent de façon différentielle aux bénéfices du produit social.

Ce qu'il faut souligner ici, c'est que ce type d'inégalité découle de l'organisation économique sur deux plans :

- l'organisation de la production d'une part : tous les individus ne participent pas également et dans les mêmes conditions au procès de production.
- l'organisation de la redistribution des biens, d'autre part

Tous les systèmes économiques concrets se situent entre deux extrêmes :

- à un extrême, les individus qui participent le plus activement au procès de production sont aussi ceux qui se voient attribuer la plus faible part du produit social (société esclavagiste, par exemple)
- à un autre extrême, seuls ceux qui produisent ont accès au produit social, dans une proportion correspondant exactement à leur contribution.

Si ce genre de rappel méritait d'être fait, c'est parce que les économistes en visagent très souvent le problème alimentaire sous l'angle de la seule amélioration de la production, tout en mettant trop souvent entre parenthèses les conséquences du processus de redistribution du produit social. La croissance économique, à savoir l'augmentation de la production globale, peut très bien se faire sans que les conditions de vie d'une partie de la population s'en trouvent améliorées. C'est ce que signifie l'expression courante de "croissance sans développement".

Parler de développement économique, pour désigner le progrès économique, c'est vouloir indiquer que l'objectif de consommation, la satisfaction finale des individus est considérée comme l'objectif social prioritaire. C'est dire que la production doit être une production " pour la consommation ".

Cette postulation est plus nouvelle qu'il ne paraît. C'est par exemple le mérite d'un auteur comme Josué de Castro d'avoir posé le problème alimentaire en ces termes.

L'idée de Josué de Castro, c'est qu'une exacte connaissance de la situation alimentaire d'une population donnée n'apparaît pas à l'issue de la seule étude des activités humaines liées à la production des aliments naturels et des conditions de vie qui en découlent. Ce qu'il faut selon lui étudier, " c'est tout le mécanisme lié à la satisfaction ou la non satisfaction de la

nécessité de l'alimentation ".

C'est tout un renversement de perspective, par rapport aux façons traditionnelles de penser de l'économiste, à qui il est ici demandé d'organiser son intervention en partant du déséquilibre constaté entre " les besoins biologiques et les possibilités économiques de les satisfaire ".

L'interprétation d'une situation alimentaire impliquerait, dans cette perspective, une connaissance du Milieu à un certain nombre de niveaux :

- a - connaissance des conditions physiques de chaque région, types de sols et de climat.
- b - étude des ressources alimentaires, végétales et animales.
- c - étude des méthodes d'exploitation agricole : types de culture , niveau technique, productivité; relevés statistiques de la production agricole et de l'élevage.
- d - connaissance des structures agraires : la vocation, les tendances et les spécialisations des économies agraires locales, connaissance de la propriété agricole et des relations de travail.
- e - études de population : caractéristiques démographiques et répartition : population urbaines, rurales.
- f - coût de l'alimentation et connaissance des niveaux de vie ; étude de la distribution et de la commercialisation des produits alimentaires.
- g - étude des coutumes alimentaires; composition et valeur nutritive des régimes régionaux, faiblesses et déséquilibres.
- e - étude de l'état de nutrition.

Cette meilleure connaissance du Milieu humain a un objectif : celui de permettre à l'économiste, au spécialiste des Sciences Humaines en général, de déterminer les conditions d'une amélioration de l'offre de produits alimentaires.

## II - Les facteurs qui conditionnent l'offre de produits alimentaires

La possibilité d'ajuster l'offre alimentaire aux besoins d'une population dépend :

- du nombre et de la structure de cette population
- de la structure économique de la société concernée
- des possibilités d'action de ses dirigeants, dans un contexte donné.

### i) les aspects démographiques de l'offre de produits alimentaires.

La principale préoccupation vient ici de la situation des nations du Tiers-Monde, qui sont des pays à ressources modestes mais obligés à de fortes transformations pour faire face à une croissance démographique rapide. Ces pays connaissent tous une croissance économique réelle (augmentation de la production globale), mais le rythme de l'accroissement démographique y est très élevé, et parfois plus rapide que le taux de croissance économique : ainsi le produit réel par tête d'habitant n'augmente pas ou peu. Il y a là un nouvel aspect de la " croissance sans développement ". D'où l'idée fréquemment avancée que l'amélioration du niveau alimentaire passe par une diminution du taux de croissance démographique, donc par la limitation des naissances.

Nous n'avons pas à développer ce point et à parler des implications sociales, politiques économiques d'une diminution de la natalité. Il y a cependant deux ambiguïtés à soulever, concernant ces problèmes de " surpeuplement ".

La première ambiguïté vient de ce que l'on confond trop souvent le " surpeuplement " avec une inadéquate répartition professionnelle ou une inadéquate répartition des hommes dans l'espace. Il faut bien sûr entendre inadéquate répartition professionnelle et géographique du point de vue de l'efficacité économique.

Par exemple, l'existence dans les villes africaines d'un nombre important de chômeurs mal nourris ne signifie pas que l'Afrique soit surpeuplée, cela signifie que les gens, pour diverses raisons ont choisi ou ont été amenés à s'installer dans les villes dans des conditions difficiles plutôt que d'aller participer au peuplement et à la mise en culture de vastes Terres Neuves qui existent partout dans l'intérieur. (Il y a là bien sûr une vision simplifiée des choses, qui ne vaut qu'à titre de simple illustration de notre propos).

La deuxième ambiguïté provient de ce que l'on confond dans bien des cas densité de peuplement et surpeuplement.

Nombre d'historiens ont noté qu'en réalité l'augmentation de la densité de peuplement a souvent coïncidé avec un progrès économique. C'est ce qui s'est produit par exemple dans la transition de l'économie de chasse et de cueillette vers une économie agricole stabilisée.

On constate que l'accroissement démographique a contraint dans bien des cas les populations rurales à innover en s'orientant vers une intensification des cultures, soit par une amélioration du système de culture (par exemple en associant l'agriculture et l'élevage) soit par invention technique (par exemple, l'irrigation).

La difficulté vient du fait qu'en dépit de l'abondance apparente des terres, les sociétés rurales africaines peuvent dans certains cas ne pas être capables d'absorber un trop rapide accroissement de la population. C'est l'argumentation du géographe Pierre GOUROU qui pense en particulier que, dans toute la zone où se pratique le système de défrichage par abattage et par brûlis, les cultivateurs ont tendance à réagir à un trop rapide accroissement de la population non pas en intensifiant les cultures mais en abrégeant la période de jachère, avec toutes les conséquences que cela représente (détérioration de la structure des sols et de la couverture végétale).

Ainsi, à la notion de densité de peuplement, appréciée en valeur absolue, il faudrait préférer, si l'on se place dans l'optique d'une augmentation de l'offre de produits alimentaires, celle de densité critique de peuplement avancée par l'économiste W. ALLAN, et qui exprime la densité de population à partir de laquelle apparaissent les rendements décroissants ou des déséquilibres agro-économiques.

#### ii) Les aspects économiques de l'offre de produits alimentaires.

En économie, le pouvoir de produire s'exprime par un concept fondamental ; celui de la productivité des facteurs de production, à savoir le travail, la terre, le capital.

La productivité d'un facteur de production est la quantité de biens produite avec une unité de ce facteur. Par exemple, la productivité du travail pourra être mesurée par la production obtenue en une heure de travail. De même la productivité de la terre pourra être mesurée par le rendement à l'hectare.

C'est l'intervention du capital sous ses diverses formes (équipement, produits fertilisants etc ...) qui permet d'améliorer la productivité des autres facteurs de production (terre et travail). Ainsi le progrès technique, dans la mesure où il accroît la productivité de la terre et du travail humain, permet d'augmenter notablement la production et de dégager un surplus à la

consommation qui pourra être commercialisé et échangé contre d'autres produits.

Ce sur quoi il faut insister, c'est que le passage de l'économie de subsistance, (où seul est consommé ce qui est produit par le groupe) à l'économie d'échange ne correspond à un réel développement économique que si cette transformation se réalise parallèlement au progrès technique.

Or ce n'est pas ce qui s'est produit en Afrique, où les sociétés rurales se sont ouvertes à l'économie des échanges monétaires dans le cadre de la domination coloniale et non pas en fonction de déterminismes internes. Ici, dans la plupart des cas, la monétarisation de l'économie s'est faite par simple transformation du système de culture, par substitution d'une production marchande (arachide, cacao etc ...) à une production vivrière, qui diminue parallèlement. L'intérêt pour le paysan de cette substitution se mesure à la quantité de produits alimentaires qu'il pourra se procurer grâce à son revenu monétaire. Si celle-ci est supérieure à celle de la baisse corrélative de sa production vivrière, il y a gain. Sinon, il y a perte.

Tout dépend donc dans ce domaine du rapport du prix de vente de la production commercialisée et du prix d'achat des produits alimentaires importés. C'est ce que l'on appelle les termes de l'échange des marchandises, qui malheureusement tend, dans la plupart des cas, à se dégrader.

On peut ainsi se demander s'il ne serait pas souhaitable, au moins dans une certaine mesure, d'inciter les paysans à opérer une sorte de retour en arrière, en les exhortant à diminuer leur production pour le marché et à augmenter leur production vivrière. A ne considérer que l'intérêt particulier de tel ou tel groupe de population, on pourrait répondre oui dans un assez grand nombre de cas mais il conviendrait alors de se demander si ce qui peut être considéré comme souhaitable pour un groupe donné ne serait pas susceptible d'entraîner des inconvénients réels pour les autres groupes dont le sort est lié au sien : C'est qu'en effet la monétarisation de l'économie dans le contexte colonial a bouti à un changement radical dans les structures sociales, changement dont les deux aspects essentiels sont le regroupement en Etats indépendants d'une part, l'urbanisation et l'exode rural d'autre part. Le problème de l'offre alimentaire, dans ces conditions, ne peut plus être pensé isolément pour un groupe donné ; la politique nutritionnelle doit être considéré comme un élément, entre d'autres, d'une politique économique qui concerne les intérêts globaux de la nation.

Ce sont les contraintes qui découlent de ce nouvel état des choses que nous allons évoquer maintenant.

### III - Aspects de politique économique de l'offre alimentaire

Prenons les deux grands changements sociaux plus haut évoqués et voyons à quoi ils contraignent en matière de politique nutritionnelle.

i) L'exode rural est un état de fait en Afrique et l'augmentation du nombre des travailleurs urbains est de toute façon nécessaire à la croissance industrielle. Ces travailleurs doivent être nourris. Il est donc impérieux que l'amélioration des conditions de vie des masses rurales ne se traduise pas par une rétention de l'offre de sa production vivrière, dont une part toujours croissante devra prioritairement être commercialisée vers les villes. Les gouvernements africains se trouvent conduits en réalité à encourager les paysans, dans certains cas, à commercialiser des productions vivrières jusqu'ici auto-consommées. Dans ce domaine, la création de circuits de commercialisation adaptés est la condition majeure du succès de l'opération.

ii) Dans le cadre de la Nation, les contraintes auxquelles se trouvent soumis les dirigeants ont fait qu'en Afrique l'effort prioritaire en matière de développement rural a jusqu'ici porté généralement sur les cultures d'exportation et non sur la production alimentaire consommée localement.

Il n'est en effet pas de développement possible sans possibilité d'obtenir des devises pour se procurer des biens d'équipement, et sans prélèvement monétaire pour financer le fonctionnement des institutions.

Ce que l'on doit admettre, c'est que le choix entre culture d'exportation et production vivrière est une alternative de politique économique dont la solution dépend du contexte économique global.

Il semble bien que l'on assiste cependant un peu partout en Afrique à une révision de ces choix :

L'aspect du problème alimentaire étant en évolution rapide dans le sens de l'aggravation, on s'est rendu compte qu'il devenait de plus en plus difficile de développer une production <sup>agricole</sup> / de type industriel si l'on ne garantissait pas à l'exploitant un accroissement parallèle de sa production alimentaire. De même, compte-tenu de l'évolution du prix des produits alimentaires importés, on s'est aperçu qu'on avait perdu à insuffisamment organiser le ravitaillement des villes à partir de productions essentiellement africaines.

Enfin, on a pris conscience, après les premiers désenchantements, que l'amélioration de l'Etat nutritionnel est un objectif qui mérite d'être poursuivi pour lui-même et que tout ne doit pas être sacrifié aux conditions d'une croissance économique qui s'accompagne de déséquilibres évidents, qu'elle n'a pas en elle-même les possibilités de résoudre.

S'il y a une conclusion à tirer de tout cela, c'est qu'il paraît bien que les nutritionnistes n'ont peut-être pas suffisamment réussi à faire entendre leur voix pour faire admettre aux économistes et aux planificateurs que l'amélioration de l'état nutritionnel devait être considéré comme un objectif prioritaire des plans de développement, d'une part parce que la croissance économique ne s'accompagne pas nécessairement d'une amélioration des conditions de vie de l'ensemble de la population dont une partie se trouve privée des fruits de l'expansion économique, d'autre part parce que l'existence d'un bon état nutritionnel est une des conditions de la croissance économique. Tout le monde aujourd'hui s'accorde en effet pour reconnaître qu'un bon état nutritionnel est une condition nécessaire de l'amélioration de la productivité du travail, voire d'une participation réelle des individus à la vie de la Nation et aux objectifs de progrès qu'elle se fixe. Mais, concrètement, très peu a été fait jusqu'ici pour intégrer ce facteur dans une stratégie de développement.

Ainsi, s'il est exclu, comme j'ai essayé de le montrer qu'une politique nutritionnelle puisse se concevoir isolément d'une politique économique d'ensemble, il me paraît tout aussi évident qu'une politique économique qui n'incluerait pas une politique nutritionnelle risquerait de manquer doublement son but en ne favorisant peut-être ni la croissance économique ni le développement social.

Guy ROCHETEAU  
ORSTOM

Déséquilibres de la croissance et niveau alimentaire:  
possibilités et limites d'intervention de l'économie.

Guy ROCHETEAU  
Centre ORSTOM/dakar  
février 1972.

ORSTOM Fonds Documentaire  
N° : 28 225  
Cote : B

Déséquilibres de la croissance et niveau alimentaire.  
Possibilités et limites d'intervention de l'économiste.

Le taux de croissance des économies africaines représente en moyenne pour 14 pays francophones et malgaches 6,6 % du PIB et le PIB par tête augmente de 4,8 % par an. Le progrès, d'un point de vue quantitatif et global, est réel.

Cependant cette croissance ne se réalise pas de façon harmonieuse ? On constate en effet dans tous les cas un large écart, souvent grandissant, entre le développement d'un secteur moderne et d'un secteur que l'on appelle faute de mieux "traditionnel". Ce développement différentiel recouvre une inégalité grandissante de la répartition des revenus. - Ce qui ne manque pas évidemment d'avoir une répercussion sur le niveau de vie en général et le niveau alimentaire en particulier, de certains groupes sociaux. Ce déséquilibre final est lui-même la conséquence d'un certain nombre de déséquilibres en ce qui concerne la politique fiscale, le niveau des prix, l'expansion démographique etc...

Nous allons tenter ici, de façon très schématisée, de décrire les mécanismes qui expliquent que la croissance ne profite pas également à tout le monde ou dans les mêmes conditions.

Notre but ici est de montrer en quels endroits une intervention de l'économiste est possible et en quels points elle ne l'est pas.

I- La stagnation du monde rural. Niveau de vie stationnaire du paysan, tout particulièrement en ce qui concerne la couverture de ses besoins alimentaires.

Le caractéristique fondamentale des Economies africaines est que leur croissance est induite de l'extérieur. Nous allons voir que cette dépendance économique est en bonne partie à l'origine de la stagnation du monde rural. Mais cette stagnation a aussi d'autres causes, internes celles-ci, dont il nous faudra également rendre compte en y insistant d'autant plus qu'elles sont plus aisément maîtrisables que la précédente.

A- Stagnation du monde rural et dépendance économique des Etats africains.

La plus grande partie de la production agricole commercialisée en Afrique est destinée à l'exportation. Elle subit ainsi le contre-coup des aléas et de la baisse tendancielle des prix des produits importés d'Afrique sur les marchés européens.

Ainsi le revenu du paysan ne s'accroît pas proportionnellement à l'augmentation de sa production.

Par contre le prix qu'il paye pour ses achats alimentaires, dont la plupart doivent encore être importés d'Europe, se maintient à un niveau élevé :

- D'une part, ces produits subissent le contre-coup de l'augmentation des prix européens (inflation). D'autre part, les marges de commercialisation internes, à savoir la différence des prix entre la valeur CAF des marchandises (au quel) et leur prix de vente au détail, sont extrêmement fortes. (Ex : de l'ordre de 100 % pour les produits alimentaires de grande consommation au Cameroun).

Deux raisons à cela :

-En tout premier lieu, il faut placer l'inadaptation des circuits internes de distribution des marchandises : les commerçants, importateurs, grossistes, détaillants, prélèvent des marges bénéficiaires importantes sur lesquelles il est fort difficile d'effectuer un contrôle. Par ailleurs ce commerce n'est pas toujours en mesure, surtout dans le domaine alimentaire, d'assurer une offre régulière et correspondant exactement à la demande exprimée. Ceci a un effet sur la satisfaction alimentaire du demandeur et sur les prix des produits qu'il souhaite se procurer. Enfin, les transports sont chers.

-En deuxième lieu, il faut placer l'importance des prélèvements fiscaux à l'importation (taxes et droits de douane) auxquels les pays africains sont contraints d'avoir recours pour alimenter le Budget de l'Etat : le niveau de vie des populations étant très bas, le rendement des impositions directes est faible : il faut donc avoir recours à la fiscalité sur les transactions. Dans le domaine alimentaire, les produits de base sont en général assez faiblement taxés, mais il n'en va pas de même des produits de "qualité". Tout ceci à nouveau a une répercussion sur le niveau des prix à la consommation alimentaire.

Ainsi les prix à la consommation familiale dépendent :  
des prix en Europe, des droits de douane, des frais de transport,  
des marges bénéficiaires.

Le pouvoir d'achat des consommateurs se détériore lorsque la hausse de son revenu est inférieure à celle des prix à la consommation.

Les interventions possibles en la matière sont très limitées. Elles ne peuvent procéder que de mesures gouvernementales en relation avec la politique générale du pays. Le dernier mot ici n'appartient pas au technicien de l'économie, mais à l'homme politique à qui il revient s'il en a la possibilité ou l'envie de faire pression pour obtenir une diminution des marges et de décider d'une politique fiscale "sociale". Il dispose d'une certaine marge

de manoeuvre, mais nécessairement limitée. Enfin ici le coût du changement est élevé.

#### B- Facteurs internes de la stagnation du monde rural.

-En tout premier lieu, on doit retenir ici l'inadaptation de la commercialisation des produits locaux.

Le problème est le suivant : les produits alimentaires sont produits dans le pays, mais ils ne sont pas mis à la disposition du consommateur potentiel, ou dans de mauvaises conditions ou à des prix trop élevés.

Prenez l'exemple du Sénégal, en voyant ce qui se passe pour le poisson et le mil.

Poisson : l'essor de la commercialisation du poisson, richesse potentielle essentielle du pays, a suivi de façon anarchique le développement du réseau routier. Mais les circuits commerciaux n'ont été ni contrôlés ni organisés.

La commercialisation est aux mains de petits commerçants qui travaillent avec de faibles moyens et qui réalisent aux dépens du producteur d'énormes profits. Ce ne sont d'ailleurs pas des professionnels dans beaucoup de cas. Dès qu'ils ont un peu d'argent à la fin de la traite, les paysans les plus dynamiques du Cayor ou du Sine descendant sur Dakar, Cayor ou la petite Côte, pour acheter le poisson frais pour le revendre en brasse. En ville, c'est l'affaire des femmes qui vendent au panier. Il y a là un commerce qui ne peut donner lieu à aucune possibilité d'accumulation pour créer des infrastructures, destinées au stockage, à la conservation et à la distribution.

Entre le producteur et le consommateur s'interposent 3 ou 4 intermédiaires. Les poissons arrivent dans les escales dans de mauvaises conditions sans régularité et à des prix 3 ou 4 fois plus élevés qu'à l'achat au producteur ! Les régions les plus éloignées ne sont pas desservies.

En ce qui concerne le Mil, outre les échanges par troc au niveau villageois, les ventes se font dans les localités par les femmes ou les cultivateurs eux-mêmes qui découlent de petites quantités. Les prix sont mal contrôlés. Les commerçants locaux achètent au moment de traite, avant même l'ouverture de la campagne officielle à de très bas prix et le revendent à la soudure à des prix très élevés.

La commercialisation étant mal organisée, le paysan est peu tenté de semer au delà de ce qu'il estime nécessaire à sa propre consommation. Ainsi les régions productrices ne dégagent pas de surplus suffisants pour répondre aux besoins des villes ou des régions déficitaires.

L'organisation et la rationalisation des circuits de commercialisation se heurtent à des difficultés particulières, surtout dans le domaine alimentaire et les produits tropicaux.:

- Ce sont des produits volumineux, par rapport à leur prix, ce qui exige des moyens de transport importants et une infrastructure adaptée, et ce sont des produits périssables le plus souvent, ce qui exige un conditionnement.

En deuxième lieu, l'offre de produits alimentaires est saisonnière alors que la demande est permanente et est la plus forte en période de soudure. D'où exigence de moyens de stockage.

Tout ceci est coûteux, pose des problèmes d'organisation très difficiles. La responsabilité de l'opération, surtout dans les cas évoqués, ne peut incomber qu'aux pouvoirs publics.

2-Autre cause interne de la stagnation du monde rural et ayant un effet direct sur le niveau alimentaire : le caractère saisonnier des rentrées monétaires.

Les rentrées de liquidités sont saisonnières et coïncident avec la période d'abondance alimentaire. La période de traite suit de près celle de la récolte de vivriers.

A ce moment, il y a accroissement des dépenses alimentaires mais aussi, la demande solvable augmente, une hausse des prix. L'augmentation du poste "dépenses alimentaires" dans les budgets familiaux à ce moment ne correspond pas à une augmentation équivalente, proportionnelle, de la ration alimentaire.

A la soudure, les produits vivriers importés sont rationnés. Leur prix est élevé. Et c'est à crédit, et à un fort taux d'intérêt, que le paysan, doit partiellement, se procurer des céréales. Ce crédit, dans le passé, était gagé sur la future récolte d'arachide, ce qui fait que le paysan perdait sur tous les tableaux. La mise en place du système coopératif avait entre autre, pour objectif de résoudre le problème du crédit à la consommation et d'organiser les prêts de soudure. Mais la priorité a dû être donnée à l'augmentation de la production agricole, et le crédit est prioritairement consenti pour l'achat des moyens de production. Le problème sera réglé lorsque les coopératives seront en mesure de jouer un rôle à la fois de coop. de production et de consommation.

On voit, à l'issue de tout cela, que l'amélioration de la situation alimentaire du paysan doit découler d'un ensemble de mesures qui correspondent à une transformation d'ensemble des structures socio-économiques des campagnes : habitudes alimentaires, commercialisation des produits, contrôle des prix, généralisation du mouvement coopératif à l'ensemble des activités rurales.

## II- Développement des autres secteurs de l'économie et niveau de vie des groupes sociaux concernés.

C'est le dit secteur secondaire (industrie, artisanat, bâtiment) et surtout celui du tertiaire (transports, télécommunications, administrations, soins) qui est responsable de la croissance économique.

Liés à ces activités, en milieu urbain, on trouve une

catégorie aisée d'Agents de l'Etat et de cadres des Entreprises dont le niveau de vie est sans commune mesure avec celui du paysan. Et au dessous, la catégorie des petits employés et ouvriers des usines, trop nombreuse parce qu'alimentée par l'exode rural, et qui représente une main d'oeuvre sous employée et peu productive.

L'entassement dans les villes est directement lié à la stagnation du monde rural, qui provoque l'exode rural, accru du fait de la pression démographique.

Il s'ensuit dans les villes une forte pression sur les salaires, qui demeurent très bas et le dt d'une main d'oeuvre sous-employée et d'une population de chômeurs. Pouvoir d'achat stagnant.

Il semble que le niveau alimentaire des populations urbaines soit meilleur qu'en ville. A ceci deux raisons :

- d'une part, d'importants transferts, qui correspondent à une redistribution spontanée du revenu ont lieu des groupes les plus favorisés en direction des plus pauvres.

- d'autre part, la régularité des rentrées monétaires, que l'on doit opposer aux variations saisonnières très fortes enregistrées dans les campagnes.

L'amélioration du niveau de vie des populations urbaines découlera :

- de la résorption du chômage

- de la hausse des salaires, directement lié à une hausse de la productivité du travail

- du maintien du pouvoir d'achat des salariés, par une stabilisation du prix des produits alimentaires importés.

- de l'amélioration des circuits internes de commercialisation.

#### CONCLUSION

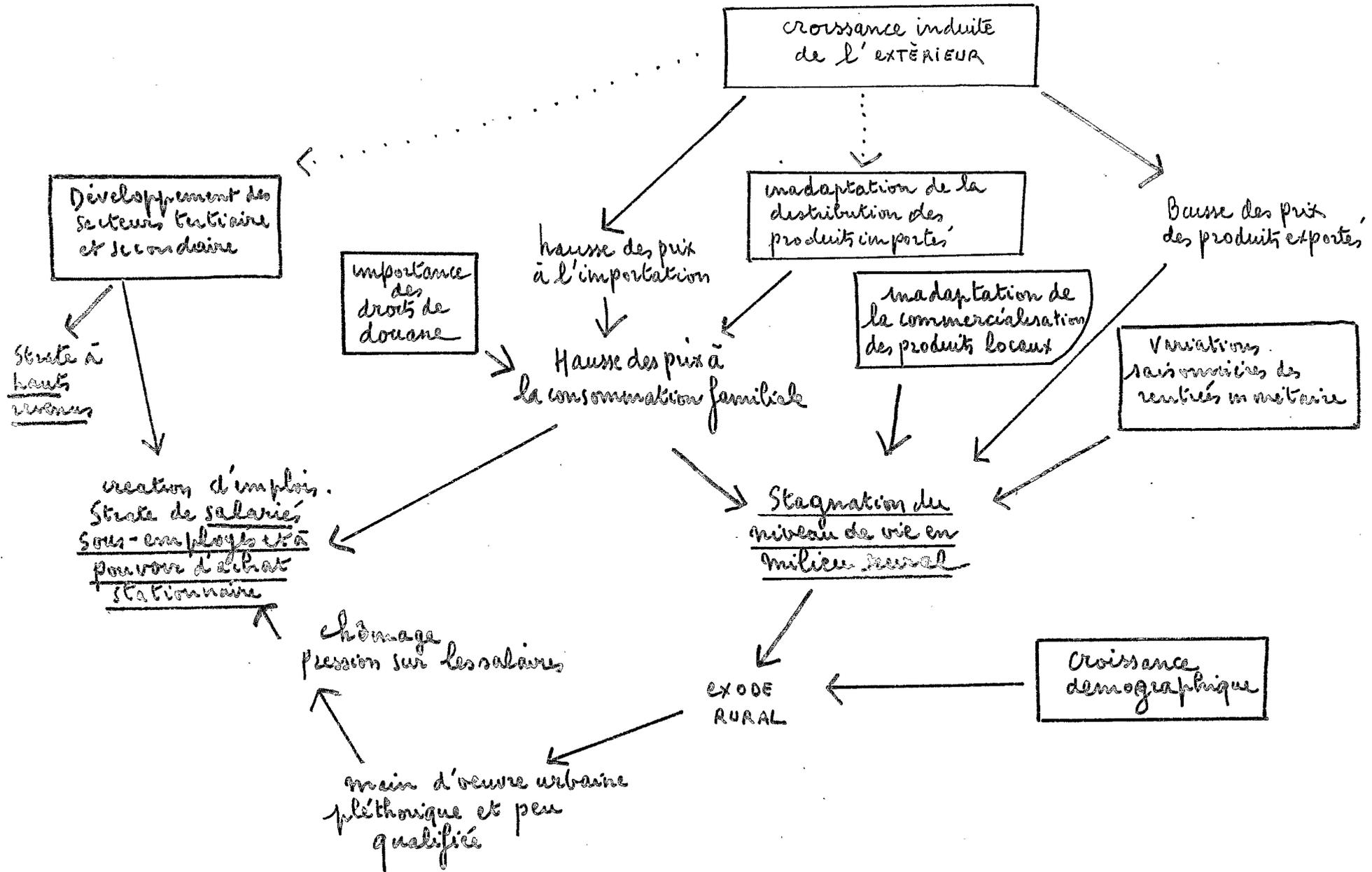
I- la croissance économique n'entraîne pas spontanément une amélioration du niveau de vie de toutes les catégories de la population.

II- Le problème nutritionnel n'est pas uniquement un problème technique qui puisse se résoudre à partir d'une meilleure connaissance des besoins nutritionnels d'une population et par certains aménagements techniques au niveau économique. Tout changement d'un élément donné d'un système économique remet en cause, à des degrés divers, le fonctionnement de l'ensemble du système. Une politique nutritionnelle doit nécessairement être considérée comme un élément d'une politique économique globale.

Une politique nutritionnelle ne peut sortir que d'une réflexion interdisciplinaire (économique, agronomique, sociologie, médecine) à l'intérieur d'un groupe responsable participant à la préparation de la politique économique de la Nation.

Ce groupe doit examiner non seulement ce qui doit être fait (ce que le médecin peut définir avec ses propres moyens), mais ce qui peut être fait en déterminant un ordre de priorité dans les objectifs et en déterminant à quel coût humain et économique ils peuvent être réalisés.

L'établissement des priorités devra non seulement tenir compte du coût d'une opération, mais également de son efficacité sur le plan économique. L'amélioration de la nutrition doit être considérée comme un investissement, dont il faut apprécier et mesurer les conséquences sur la croissance économique. (cf. schéma 2).



des déséquilibres de la croissance :  
l'inegale répartition des revenus